



**RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE SUR LE COUESNON
AU MOULIN DE QUINCAMPOIX SUR LA COMMUNE DE RIMOU**

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

Bénéficiaire : Yves Noël

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

- Vu** la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000 ;
- Vu** le Règlement européen du 18 septembre 2007 n°1100/2007 instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes et notamment le volet local de l'unité de gestion Bretagne inséré dans le plan national de gestion de l'anguille ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-1, L.214-3 et suivants, L.211-1 et L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2022 portant délégation de signature à M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** la décision du 22 mai 2023 du DDTM portant subdélégation de signature à M. Benoît ARCHAMBAULT, Chef du service eau et biodiversité de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) d'Ille-et-Vilaine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2012 portant sur la liste 2 des cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux classés au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement du bassin Loire-Bretagne, publié au journal officiel du 22 juillet 2022 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 mars 2022 portant adoption du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 août 2018 approuvant le plan de gestion des poissons migrateurs pour les cours d'eau bretons (2018-2023) ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 9 avril 2018 portant sur la délimitation de l'Unité de Gestion de l'Anguille (UGA) en Bretagne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013, approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin du Couesnon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1875 portant règlement d'eau du Moulin de Quincampoix, situé sur le Couesnon et la commune de Rimou ;
- Vu** le procès-verbal de récolement du 11 juillet 1884 relatif à la vérification des prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1875 ;
- Vu** le diagnostic réalisé par le service départemental d'Ille-et-Vilaine de l'Office Français de la Biodiversité au droit des ouvrages du Moulin de Quincampoix, produit en novembre 2019, portant sur ses impacts sur la continuité écologique du Couesnon ;

Vu le rapport de manquement administratif du 20 octobre 2022 notifié à Monsieur Yves Noël le 21 octobre 2022 ;

Vu le courrier du 21 octobre 2022 transmis à Monsieur Yves Noël l'invitant à présenter ses observations sur ce rapport et les suites administratives envisagées ;

Vu l'absence de réponse de la part de Monsieur Yves Noël sur le rapport de manquement et les suites administratives envisagées ;

Considérant que l'article L.211-1-I-7°) du code de l'environnement définit les intérêts à protéger pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et notamment le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques ;

Considérant que l'article L.211-1-II.1°) du code de l'environnement dispose que la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau doit satisfaire les exigences de la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole ;

Considérant que l'article L.211-1 III dispose que la gestion équilibrée de la ressource en eau ne fait pas obstacle à la préservation du patrimoine hydraulique, en particulier des moulins hydrauliques et de leurs dépendances, ouvrages aménagés pour l'utilisation de la force hydraulique des cours d'eau ;

Considérant que le moulin de Quincampoix et ses ouvrages hydrauliques associés, situés sur le Couesnon sur la commune de Rimou, appartenant à Monsieur Yves Noël, sont identifiés dans le Référentiel des Obstacles à l'Écoulement (ROE) sous le n°11878 ;

Considérant que le moulin de Quincampoix et ses ouvrages hydrauliques associés font partie de la liste des ouvrages à enjeu essentiel du Plan de Gestion des Poissons Migrateurs des cours d'eau bretons, 2018-2023, qui décline au niveau territorial les obligations européennes de la France relatives à la protection des poissons migrants ;

Considérant que le Couesnon fait partie des cours d'eau prioritaires pour lesquels des actions de restauration de la continuité écologique doivent être menées, en application des dispositions 1D (« Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau ») et 9A (« Restaurer le fonctionnement des circuits de migration ») du SDAGE Loire-Bretagne ;

Considérant que le Couesnon se situe au sein d'une masse d'eau prioritaire visée par le SAGE Couesnon, pour laquelle des actions de restauration de la continuité écologique doivent être menées pour réduire le taux d'étagement du cours d'eau (objectif maximal de 15%) ;

Considérant que le moulin de Quincampoix a été classé comme ouvrage prioritaire dans le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable du SAGE Couesnon, pour laquelle des actions de restauration de la continuité écologique doivent être menées ;

Considérant que le service départemental de l'Office Français de la Biodiversité a réalisé en novembre 2019 une évaluation de la franchissabilité piscicole de ces ouvrages hydrauliques (suivant le protocole ICE - Information sur la Continuité Ecologique), démontrant que leurs caractéristiques structurelles, compte tenu de leur implantation en barrage en lit mineur du Couesnon, en font un obstacle infranchissable, la majeure partie du temps, pour la montaison des espèces cibles anguille, lamproie marine, alose, truite fario et vandoise et à la dévalaison pour les espèces migratrices visées par l'article L.214-17 du code de l'environnement ;

Considérant que la passe à poissons à ralentisseurs de fond existante, situé en rive droite, est fonctionnelle pour assurer le franchissement de cet ensemble hydraulique formé par les ouvrages du moulin, par le saumon atlantique et la truite de mer, uniquement ;

Considérant que cette passe à poissons est mal adaptée dans son dimensionnement pour la circulation de la lamproie marine, la truite fario ou la vandoise, qu'elle n'est pas adaptée pour l'aloise et qu'elle est infranchissable pour l'anguille ;

Considérant que l'article L.214-17-I du code de l'environnement dispose que :

« I.-Après avis des conseils départementaux intéressés, des établissements publics territoriaux de bassin concernés, des comités de bassins et, en Corse, de l'Assemblée de Corse, l'autorité administrative établit, pour chaque bassin ou sous-bassin :

[...] 2° Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant, sans que puisse être remis en cause son usage actuel ou potentiel, en particulier aux fins de production d'énergie. S'agissant plus particulièrement des moulins à eau, l'entretien, la gestion et l'équipement des ouvrages de retenue sont les seules modalités prévues pour l'accomplissement des obligations relatives au franchissement par les poissons migrateurs et au transport suffisant des sédiments, à l'exclusion de toute autre, notamment de celles portant sur la destruction de ces ouvrages.

III.-Les obligations résultant du I s'appliquent à la date de publication des listes. Celles découlant du 2° du I s'appliquent, à l'issue d'un délai de cinq ans après la publication des listes, aux ouvrages existants régulièrement installés. [...]» ;

Considérant que le Couesnon, au droit du moulin de Quincampoix, fait partie des cours d'eau listés par arrêté préfectoral du 10 juillet 2012, pris en application du 2° du I de l'article L.214-17 du code de l'environnement, publié au journal officiel du 22 juillet 2012, pour les espèces cibles suivantes : le saumon atlantique, la truite de mer, l'aloise, la lamproie marine, l'anguille, la truite fario et la vandoise ;

Considérant que l'obligation de restauration de la continuité écologique définie par l'article L.214-17-I précité s'applique au propriétaire du moulin de Quincampoix et de ses ouvrages hydrauliques associés, celle-ci devant être respectée avant le 22 juillet 2017 ;

Considérant que Monsieur Yves Noël n'a pas respecté l'article L.214-17-I du code de l'environnement, tel que constaté dans le rapport de manquement administratif du 20 octobre 2022 ;

Considérant que cet ensemble hydraulique, en tant qu'ouvrage autorisé au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, porte atteinte aux intérêts visés par l'article L.211-1-I-7° du code de l'environnement relatifs à la gestion équilibrée de la ressource en eau et notamment le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques ;

Considérant que l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1875, portant règlement d'eau du moulin de Quincampoix, dispose que « *Le permissionnaire sera tenu de se conformer aux lois et règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.* » ;

Considérant que compte tenu de la non-conformité des ouvrages précités au titre de l'article L.214-17-I du code de l'environnement, M. Yves NOEL ne respecte pas l'article 11 de son règlement d'eau ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE L'ARRETE

Article 1^{er} : Objet de l'arrêté

Monsieur Yves Noël - demeurant moulin de Quincampoix 35560 RIMOU - est mis en demeure :

- de respecter l'article L.214-17-I du code de l'environnement, en assurant la libre circulation piscicole au droit du Moulin de Quincampoix et de ses ouvrages hydrauliques associés (ROE n°11878) situés en barrage dans le lit mineur du Couesnon, pour les espèces-cible suivantes : alose, lamproie marine, anguille, truite fario et vandoise, à la montaison et à la dévalaison ;
- de respecter l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1875, portant règlement d'eau du moulin de Quincampoix.

Article 2 : Délai de la mise en demeure

Monsieur Yves Noël doit réaliser les travaux de mise en conformité des ouvrages précités permettant la montaison et la dévalaison des espèces-cible précitées et doit transmettre les plans de récolement à la DDTM d'Ille-et-Vilaine, relatifs aux équipements réalisés, **avant le 1^{er} octobre 2024**. Ces différents documents seront transmis à l'adresse suivante :

Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille et Vilaine
Guichet Unique Police de l'Eau – Service Eau et Biodiversité
Bâtiment Le Morgat - 12, rue Maurice Fabre - 35031 RENNES Cedex

Article 3 : Dispositions particulières

Faute pour Monsieur Yves Noël de se conformer à la présente mise en demeure, il encourt les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement et pénales prévues à l'article L.173-1-2 du code de l'environnement.

Article 4 : Délai et voies de recours

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine dans les deux mois suivant la notification de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet ;
- conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisé par l'application Télérecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 – Notification et information des tiers

Le présent arrêté préfectoral est notifié à Monsieur Yves Noël.

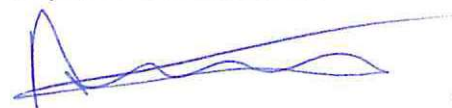
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et inséré sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois ; une copie en sera déposée en mairie de RIMOU et pourra y être consultée. Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

Article 6 – Exécution

MM. Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille et Vilaine, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine (DDTM), le Chef du service départemental d'Ille-et-Vilaine de l'Office Français de la Biodiversité et Mme le Maire de RIMOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation leur sera adressée.

Fait à Rennes le 15 JUIN 2023

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur départemental des Territoires et de la
Mer et par subdélégation
Le Chef du Service Eau et biodiversité



Benoît ARCHAMBAULT

Annexe 1 : Liste des plans de récolement attendus

Annexe 2 : Plan de situation des ouvrages et photographies des ouvrages

Annexe 3 : Extrait du rapport diagnostic ICE produit par l'OFB sur la franchissabilité des ouvrages

Annexe 1 : Liste des plans de récolement attendus

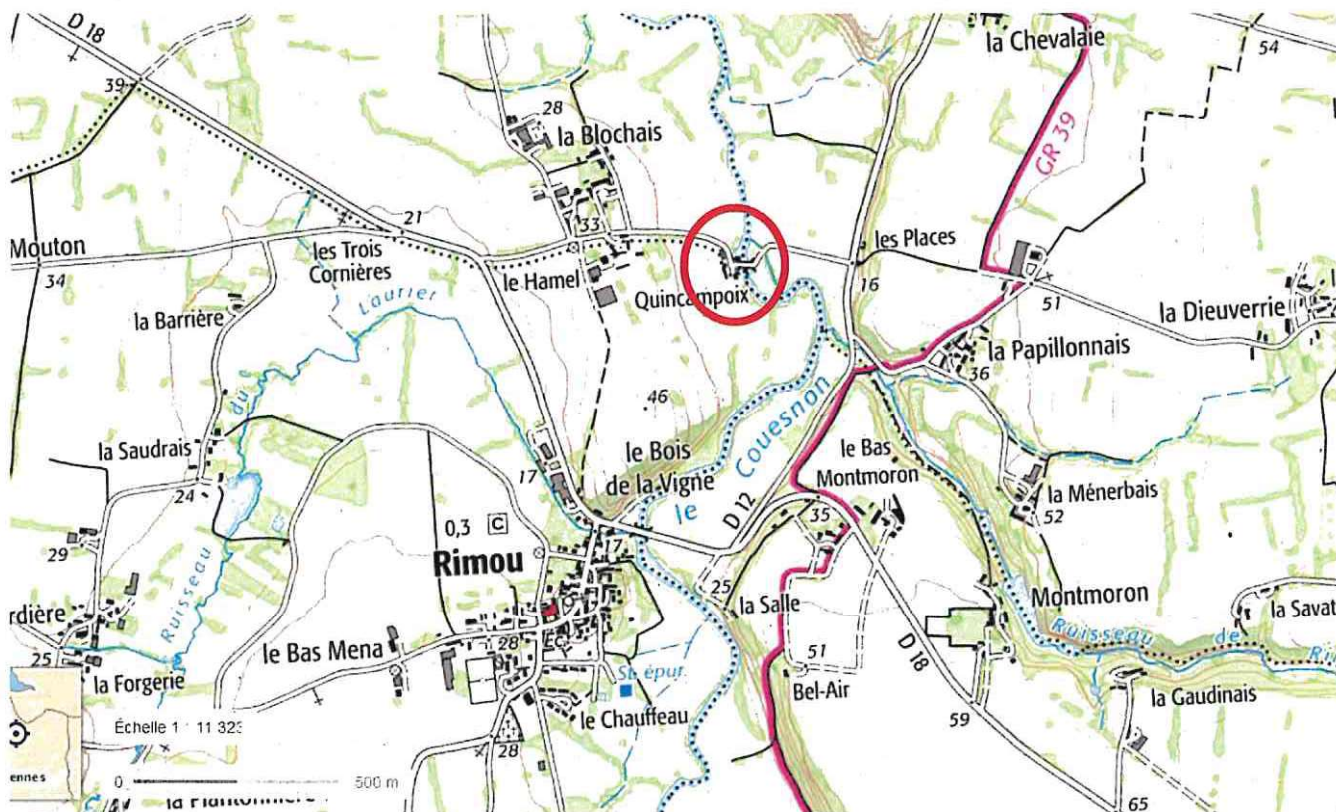
Plans

- Plan général présenté sur fond topographique (échelle 1/200-1/100)
- Vue en plan présentant le dispositif intégré dans son environnement immédiat (accès, protections,...)
- Profil en long et coupes en travers-types de la passe ou plus généralement du dispositif (caractéristiques générales du dispositif définies au 1/100-1/50 et pour les détails et les coupes, au 1/50-1/20)
- Plan de principe du dispositif de piégeage et/ou de la station de contrôle
- Fixation des caractéristiques et dimensions des différentes parties du dispositif ainsi que son implantation topographique, en vue de son exécution
- Confirmation des choix techniques, nature des matériaux et équipements et conditions de leur mise en oeuvre
- Vérification de la stabilité et de la résistance des ouvrages dans les conditions d'exploitation auxquelles ils pourront être soumis
- Plans, coupes ou élévations, formes des différents éléments du dispositif
- Dispositions générales et spécifications techniques des équipements répondant aux besoins de l'exploitation

Gestion

- Note relative aux modalités projetées pour l'exploitation du dispositif retenu et son entretien.

Annexe 2 : Plan de situation du Moulin de Quincampoix et photographies des ouvrages



Extraits du rapport diagnostic de la continuité réalisé par l'OFB de novembre 2019

Vue des ouvrages (photographies du 03/07/2019)



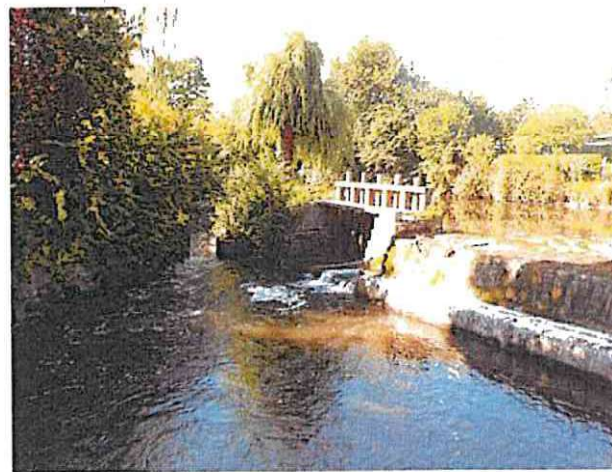
A



B



C



D

Vue de la passe à ralentisseurs installée en rive droite (photographie du 03/07/2019)



Annexe 3 : Extrait du rapport d'évaluation de la franchissabilité piscicole du moulin de Quincampoix
situé sur la commune de Rimou (Novembre 2019 – Office Français de la Biodiversité)

La conformité de l'ouvrage au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement en liste 2 n'est aujourd'hui pas assurée.

Pour la montaison

Le dispositif peut être considéré comme conforme à la réglementation pour les espèces ciblées suivantes : le saumon atlantique, la truite de mer.

Le dispositif n'est pas adapté pour la lamproie marine et la truite fario (du fait de sa longueur) ni pour l'alose.

Le dispositif est infranchissable pour l'anguille. Aucune voie de reptation favorable n'est par ailleurs présent au droit du site.

Plusieurs améliorations pourraient être apportées pour améliorer le franchissement au droit du Moulin :

- A minima, nous préconisons l'implantation d'un dispositif spécifique pour l'anguille de type « tapis brosse »
- Un bras de contournement permettrait le passage de l'ensemble des espèces visées.

Pour la dévalaison

Le dispositif mis en place au droit de la prise d'eau ne permet pas d'assurer la libre dévalaison des espèces migratrices visées au L.214-17.

Plusieurs améliorations pourraient être apportées pour améliorer la dévalaison au droit du Moulin :

- Le remplacement de la grille existante par une grille avec **espacement libre maximal de 2 cm**
- L'**inclinaison** de cette grille conformément au guide précité
- La mise en place d'un **dispositif de guidage des poissons vers l'aval**
- A défaut l'arrêt de fonctionnement de la turbine aux périodes de dévalaison pourrait être demandé

Autres dispositions

Parallèlement à cette mise en conformité au titre du L214-17, il conviendrait selon notre service de :

- Fixer une échelle limnimétrique et un niveau légal associé (0,52 m au-dessus échancrure amont passe) ;
- Rédiger un nouveau règlement d'eau.

Annexe – Composition du dossier réglementaire

Un **porter à connaissance** (présentant une modification d'un ouvrage existant) sera déposé pour la mise en œuvre du projet retenu pour atteindre l'objectif de restauration précité. Le régime de procédure applicable de ce dossier dépendra des caractéristiques du projet pour restaurer la libre circulation piscicole (autorisation ou porter à connaissance avec arrêté préfectoral de prescriptions) et de ses incidences sur l'environnement. Ce document comportera les éléments fixés dans l'article R.181-45 du code de l'environnement complétés par les précisions suivantes :

- L'emplacement sur lequel l'ouvrage et les travaux doivent être réalisés ;
- La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagée, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature concernée(s) ;
- Une analyse des incidences du projet sur la ressource en eau et les milieux aquatiques, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations ;
- Une évaluation des incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000. Le contenu de l'évaluation d'incidence Natura 2000 est défini à l'article R.414-23 du Code de l'environnement (CE) ;
- Une analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE Couesnon et l'article L.211-1 du Code de l'environnement ;
- S'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées.
- Une estimation du coût des travaux et du coût d'exploitation.

Concernant la description des travaux, une attention particulière devra être apportée au dossier sur les précisions suivantes :

- De la localisation des travaux et des installations de chantier ;
- Des points d'accès ou de traversée du cours d'eau ;
- Des moyens techniques mis en œuvre pour limiter les risques de pollution accidentelle et de destruction des milieux aquatiques.
- Des modalités d'enlèvement des matériaux, la destination des déblais et remblais éventuels et les dispositions prises pour l'évacuation et le traitement des éventuels déchets solides et liquides générés par le chantier ;
- Du calendrier de réalisation prévu.

Les éléments techniques détaillés à faire figurer pour le dimensionnement et la présentation de la solution de restauration de la continuité écologique retenue, sa mise en œuvre et son exploitation, seront a minima les suivants :

Dimensionnement

- Tableau consolidé des niveaux d'eau amont et aval pour les débits caractéristiques (débits bas, médian et supérieur de la plage de fonctionnement retenue)
- Débits d'alimentation des dispositifs pour les débits caractéristiques
- Critères de dimensionnement des différentes composantes des dispositifs de franchissement
- Note de calcul hydraulique des écoulements dans les dispositifs pour les débits caractéristiques de la plage de fonctionnement retenue : débit dans la passe, énergie dissipée, chutes, vitesses maximales, niveaux d'eau pour les passes à bassins et les rivières de contournement ; débits et hauteur d'eau dans les passes à ralentisseurs et passes naturelles ; fonctionnement des dispositifs de régulation
- Principes constructifs, de fondation et de structure

Plans

- Plan général présenté sur fond topographique (échelle 1/200-1/100)
- Vue en plan présentant le dispositif intégré dans son environnement immédiat (accès, protections,...)
- Profil en long et coupes en travers-types de la passe ou plus généralement du dispositif (caractéristiques générales du dispositif définies au 1/100-1/50 et pour les détails et les coupes, au 1/50-1/20)
- Plan de principe du dispositif de piégeage et/ou de la station de contrôle
- Fixation des caractéristiques et dimensions des différentes parties du dispositif ainsi que son implantation topographique, en vue de son exécution
- Confirmation des choix techniques, nature des matériaux et équipements et conditions de leur mise en œuvre
- Vérification de la stabilité et de la résistance des ouvrages dans les conditions d'exploitation auxquelles ils pourront être soumis
- Plans, coupes ou élévations, formes des différents éléments du dispositif
- Dispositions générales et spécifications techniques des équipements répondant aux besoins de l'exploitation

Gestion

- Note relative aux modalités projetées pour l'exploitation du dispositif retenu et son entretien.

En fonction des rubriques de l'article R.214-1 du Code de l'environnement visées dans votre dossier, il vous appartiendra de respecter les arrêtés de prescriptions générales le cas échéant. Bien que certains de ces arrêtés précisent uniquement dans leur titre les dossiers soumis à déclaration, il va de soi que les rubriques visées sont également applicables au porter à connaissance et dossier d'autorisation. Ces arrêtés constituent ainsi les exigences minimales requises.

Plus spécifiquement pour la réalisation des travaux, vous devrez respecter les recommandations du guide « **Bonnes pratiques environnementales en phase chantier** » de l'AFB, paru en 2018. (<https://professionnels.ofb.fr/fr/doc-comprendre-agir/elements-dhydromorphologie-fluviale>).

Si une solution d'aménagement à la montaison par création d'une rivière de contournement est retenue, les propositions formulées pourront s'appuyer sur le guide technique suivant : « **Guide technique pour la conception des passes à poissons Naturelles** » par LARINIER M., COURRET D., GOMES P., paru en 2006 par l'ONEMA. (<https://professionnels.ofb.fr/fr/node/169>). Vous pourrez également vous appuyer sur le guide technique suivant : « Passes à poissons : expertise, conception des ouvrages de franchissement » par LARINIER M., PORCHER J.P., TRAVADE F., GOSSET C., paru en 1992 par le Conseil Supérieur de la Pêche.

Si un aménagement est nécessaire pour assurer la dévalaison, les propositions formulées pourront s'appuyer sur le guide technique suivant : « **Guide pour la conception de prises d'eau Icthyocompatibles pour les petites centrales hydroélectriques** » par LARINIER M., COURRET D., paru en 2008 par l'ONEMA. (<https://professionnels.ofb.fr/fr/node/169>).